



Organisation
internationale
du Travail

► Bureau d'évaluation



i-eval Discovery



Contribution financière MAE pour la mise en œuvre de l'Alliance 8.7 ainsi que l'action du BIT dans la zone Sahel

INFORMATIONS RAPIDES

Pays: Global, Niger

Date à laquelle l'évaluation a été complétée par l'évaluateur: 26 juin 2023

Date à laquelle l'évaluation a été approuvée par EVAL: Cliquez ici pour entrer la date

Type d'évaluation: Project

Horaire d'évaluation: Final

Mode d'évaluation: Indépendant

Bureau administratif: FUNDAMENTALS, CO-Abidjan

Bureau technique: FUNDAMENTALS

Gestion d'évaluation: Magali Bonne-Moreau

Nom(s) de l'évaluateur: Patrick Breard, Miko Saminou

Code du projet: GLO/19/01/FRA (GLO/19/53/FRA, RAF/19/51/FRA)

Donateur(s) & budget: France, US\$ 2,2 millions

Mots clés: [Utilisez les thèmes fournis dans i-eval Discovery](#)

CONTEXTE

Résumé du but, de la logique et de la structure du projet

Le projet (GLO/19/01/FRA), doté d'un budget de US \$2.2 millions, a été mis en œuvre de novembre 2019 à mars 2023 et comprenait deux composantes. La composante globale du projet (GLO/19/53/FRA) visait un appui à l'Alliance 8.7, via son Secrétariat, et visait à (i) renforcer la visibilité et l'engagement au niveau mondial de l'Alliance 8.7 par la consolidation et l'expansion de la stratégie des pays pionniers ; et à (ii) renforcer l'engagement durable des parties prenantes grâce à une stratégie de communication et de sensibilisation efficace. La composante régionale du projet visait à apporter un « Appui au développement des moyens de subsistance durables respectueux des principes et droits fondamentaux au travail en faveur des réfugiés et demandeurs d'asile du Mali et du Nigeria, et des populations hôtes au Niger » (RAF/19/51/FRA).

Situation actuelle du projet

Le projet a pris fin au mois de mars 2023.

But, destinataire et portée de l'évaluation

L'évaluation a couvert les critères de pertinence, cohérence, efficacité, impact et durabilité des interventions.

Méthodologie de l'évaluation

Les données recueillies et analysées par l'évaluation proviennent de sources secondaires et d'entretiens semi-directifs, et ont fait l'objet d'une triangulation afin d'en assurer cohérence et fiabilité. Les données ont également pris en compte des dimensions transversales du travail décent.

Résultats principaux et Conclusions

Le projet a apporté des ressources au Secrétariat de l'Alliance 8.7, permettant de répondre à sa mission et de faciliter la mise en œuvre de synergies entre les membres du Groupe de Coordination Mondial (GCM). Cependant, il n'a pas réussi à établir de fortes synergies entre les programmes et projets de l'OIT dans les pays pionniers, et les synergies avec la composante régionale du projet ont été inexistantes.

La composante régionale du projet a répondu aux besoins des populations ciblées grâce à des modalités d'intervention telles que le travail à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) et le "cash for work". Des actions cohérentes avec l'objectif de développement

durable 8.7 ont été mises en œuvre, mais l'absence d'une théorie du changement centrée sur cet objectif a atténué la pertinence stratégique du projet. De plus, aucune activité nationale n'a été menée pour soutenir le Niger à devenir un pays pionnier, ce qui a limité la pertinence de l'intervention. Le projet a établi des partenariats et des synergies avec d'autres projets de l'OIT, mais n'a pas collaboré avec certaines agences du système des Nations Unies présentes au Niger, telles que l'UNICEF et la FAO, ce qui aurait renforcé la pertinence des interventions.

La conception générale du projet était adéquate pour répondre aux besoins réels des populations vulnérables visées par la cible 8.7, mais des actions spécifiques visant les femmes et les groupes vulnérables, tels que les personnes handicapées, n'ont pas été définies. De plus, le projet avait prévu un nombre excessif d'activités par rapport à la capacité d'absorption de l'OIT.

Au niveau régional, le projet a mobilisé plus de 2700 travailleurs au cours de sa mise en œuvre. Le projet a adopté une approche inclusive en soutenant les populations autochtones, les réfugiés, les femmes et les travailleurs handicapés. Cependant, aucune ligne de base n'a été établie sur la prévalence du travail des enfants et du travail forcé dans la région d'intervention. Les capacités d'anticipation du projet sont restées limitées, ce qui a omis la formulation de scénarios pour faciliter un management adaptatif face à la volatilité de la situation sécuritaire.

Le projet a contribué à assurer un soutien efficace aux pays pionniers au niveau mondial, en fournissant un appui technique par le biais du Secrétariat. Il a également renforcé la visibilité de l'Alliance 8.7, mais certains livrables du projet n'ont pas été achevés. Il est nécessaire de renforcer les mécanismes permettant aux pays pionniers de s'entraider directement.

Au niveau régional, le projet a contribué à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires et à la transformation environnementale des zones d'intervention. Toutefois la durabilité des résultats se confronte à la temporalité de l'intervention face à des populations se renouvelant et ne bénéficiant pas de revenus pérennes. D'autre

part la durabilité environnementale de l'intervention demande à être plus profondément institutionnalisée et maintenue.

RECOMMANDATIONS, LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES

Principales recommandations et suivi

- **Recommandation 1 :** *Le Secrétariat devrait poursuivre le renforcement institutionnel et programmatique de l'Alliance 8.7 au sein de l'OIT.*
- **Recommandation 2 :** *Le Secrétariat de l'Alliance 8.7 devrait poursuivre son engagement en faveur des pays pionniers.*
- **Recommandation 3 :** *Le Secrétariat de l'Alliance 8.7 devrait renforcer la visibilité de l'Alliance 8.7.*
- **Recommandation 4 :** *Le Secrétariat de l'Alliance 8.7 devrait renforcer ses capacités de soutien au GCM et aux pays pionniers.*
- **Recommandation 5 :** *Le bureau-pays de l'OIT à Abidjan couvrant le Niger devrait accompagner les partenaires nationaux dans la recherche d'un renforcement et d'une durabilité des effets du projet.*

Principales leçons apprises et bonnes pratiques

Leçon 1 : Le manque de structure formelle de gouvernance de projet ainsi que l'absence d'une position de chef de projet et de ressources dédiées à cette position ont freiné les possibilités du Secrétariat de s'adapter à l'augmentation de charge de travail liée à la croissance du nombre de pays pionniers.

Leçon 2 : Un projet emploi vert/HIMO peut contribuer à la promotion des PDFT, à la cohésion sociale tout en limitant le recours au travail des enfants, dans un contexte d'insécurité/de volatilité en proposant des solutions concrètes de travail aux populations locales et aux réfugiés.

Leçon 3 : La réorientation d'un projet initialement conçu comme une intervention visant à des emplois verts à Haute Intensité de Main-d'œuvre vers une intervention ciblant l'ODD 8.7 peut demander une refonte significative de la théorie du changement du projet.

Bonne pratique 1 : Une approche territoriale inclusive impliquant différentes communautés contribue à renforcer la cohésion sociale.